
INTRODUCTION GÉNÉRALE

Yves BONNY,
Nicolas BAUTÈS et Vincent GOUËSET

Cet ouvrage a été élaboré à partir de travaux présentés lors du colloque organisé par l'équipe ESO (UMR 6590 « Espaces et Sociétés ») qui s'est tenu à Rennes du 9 au 11 avril 2014, avec pour intitulé « L'espace en partage : Approche interdisciplinaire de la dimension spatiale des rapports sociaux¹ ». Cette thématique s'inscrit dans la dynamique de recherche de l'équipe, forte d'une tradition de géographie sociale reconnue, et qui s'est reconfigurée au fil des années selon une orientation interdisciplinaire.

L'idée centrale qui a présidé à la tenue de ce colloque est que la thématique de l'espace constitue aujourd'hui un objet d'étude et une dimension d'analyse largement partagés à l'intérieur des sciences humaines et sociales, appelant l'échange et la confrontation de perspectives. C'est d'abord ce nécessaire dialogue interdisciplinaire qu'évoque l'intitulé du colloque et du présent ouvrage. En effet, s'il convient de se méfier fortement de la rhétorique du nouveau et du changement, qui constitue aujourd'hui un topos quasi obligé pour susciter l'intérêt et se démarquer d'autrui, l'idée émise de différents horizons selon laquelle les sciences humaines et sociales connaissent depuis maintenant quelques décennies un « tournant spatial » nous paraît largement justifiée. Cette idée renvoie à l'hypothèse d'un changement de sensibilité et de perspective du point de vue des modèles d'analyse et d'interprétation, rendant compte d'un intérêt croissant pour la dimension spatiale des rapports sociaux.

Ce changement de sensibilité correspond en particulier à deux évolutions significatives de longue durée caractérisant le champ des sciences humaines et sociales. D'un côté, *l'entrée en crise des grands paradigmes historicistes et universalistes* qui considéreraient le monde social, ses caractéristiques et ses dynamiques à travers des modèles massivement a-spatiaux, comme les théories de la modernisation et du développement ou une partie des courants marxistes. De l'autre, *la relativisation de l'échelle nationale*, qui a largement configuré les problématisations des sciences humaines et sociales, autour de la figure politique de l'État-nation, mais aussi d'un ensemble d'imaginaires et de modèles implicitement organicistes, revenant à naturaliser la

1. Nous adressons nos remerciements à tous les participants au colloque, aux contributeurs de cet ouvrage, ainsi qu'à Monique Bigoteau pour la préparation des textes.

« Société » en tant que grand intégrateur des rapports sociaux. Ceci a conduit à inscrire l'investigation théorique et empirique dans un cadre tant représentationnel que territorial fortement borné.

Mais si ce changement de sensibilité s'est développé, cela ne renvoie bien évidemment pas simplement à des évolutions propres au champ scientifique. Celles-ci sont indissociables de transformations sociohistoriques majeures, dont elles sont pour une large part le produit :

- les dynamiques de « modernisation » généralisées à l'échelle planétaire, qui mettent en évidence des phénomènes de convergence, mais aussi de divergence, rendent obsolètes les figurations univoques en termes de progrès ou de révolution, et obligent à *prendre en considération la contingence des configurations sociospatiales* ;
- les dynamiques de mondialisation et de régionalisation (tant supra qu'infra nationale), qui *rendent de plus en plus incontournables les approches multiscales* ;
- les dynamiques accélérées d'interaction des activités humaines et des milieux terrestres, renvoyant à la société urbaine-technologique et à l'imaginaire productiviste et consumériste comme forces majeures de changement, qui requièrent de *penser le couplage entre sociétés, techniques et « nature »* ;
- la révolution liée à l'avènement du « cyberspace », dont nous ne vivons certainement que les formes inaugurales, qui exige de penser *dans toute sa profondeur « l'espace de la virtualité réelle »*, à l'échelle des individus comme des collectivités.

Si l'idée de tournant spatial vise à rendre compte d'une sensibilité accrue à l'espace au sein des sciences humaines et sociales, une autre évolution significative a créé les conditions d'un dialogue interdisciplinaire plus nourri que par le passé. À côté en effet d'un changement de sensibilité et de perspective ayant marqué des disciplines historiquement peu attentives à la question de l'espace, il paraît justifié de mettre en évidence un changement de paradigme – ou à tout le moins de paradigme dominant – à l'intérieur des disciplines ayant historiquement constitué l'espace en objet d'étude scientifique privilégié. Ici aussi, la rhétorique du tournant est facilement mobilisée, et prend la forme du « tournant constructiviste ». Cette expression désigne une critique radicale des approches naturalistes, essentialistes et déterministes de l'espace. Cette critique conduit en particulier à récuser toutes les figures de la séparation et du dualisme entre « l'espace » et « la société », le « spatial » et le « social », pour raisonner systématiquement en termes de dimension.s spatiale.s des rapports sociaux.

Sortir des naturalismes et des dualismes signifie appréhender l'espace autrement que comme un cadre, un décor, un contexte ou un système de coordonnées à l'intérieur desquels s'élaborent les rapports et phénomènes sociaux. Il s'agit de poser que les rapports sociaux comportent de façon inhérente des composantes, des manifestations et des enjeux spatiaux, lesquels jouent un rôle significatif dans l'explication ou l'interprétation proposées, ainsi éventuellement que dans les actions engagées

(disciplines intrinsèquement tournées vers l'action comme l'architecture, l'urbanisme ou l'aménagement ; recherche appliquée, recherche-action).

Aborder l'espace dans une perspective interdisciplinaire implique de raisonner en termes de complémentarité féconde des disciplines traitant d'un même objet. Dans le cadre du colloque organisé en 2014 et du présent ouvrage, nous avons abordé cette complémentarité uniquement à l'intérieur des sciences humaines et sociales, à travers le concept unificateur de « rapports sociaux », préféré à celui de « société », à la fois pour prévenir toute velléité de naturalisation des analyses et pour favoriser les approches multiscalaires. Chaque discipline s'est constituée et institutionnalisée autour d'objets d'étude et de problématiques centraux pour elle, ainsi que de cadres théoriques et conceptuels, d'approches méthodologiques, de modalités d'analyse privilégiés. L'enjeu d'une perspective interdisciplinaire est de favoriser sur tous ces registres le dialogue et une ouverture herméneutique réciproques entre différentes disciplines à propos d'un objet commun de réflexion, que ce soit directement ou à travers la confrontation d'approches. Cette ouverture dialogique, à la fois respectueuse et exigeante, qui n'exclut pas les divergences et les controverses, s'inscrit aussi dans un processus dynamique, dès lors que les définitions et conceptions des disciplines ainsi que les rapports entre disciplines se redéfinissent dans le temps, à travers notamment les objets d'étude privilégiés qu'elles se donnent, les courants qui les traversent et les travaillent, ou les jeux d'oppositions et de distinction par lesquels elles reconduisent leurs divisions internes et leurs frontières externes.

Outre la confrontation entre disciplines, la perspective interdisciplinaire conduit aussi à identifier des enjeux à caractère transversal qui interpellent l'ensemble des disciplines concernées. Deux de ces enjeux méritent d'être mentionnés, tant ils sont essentiels. Le premier concerne l'articulation entre les notions d'« espace » et de « nature » ; le second le positionnement des chercheurs à l'égard des dimensions normatives de leurs objets d'étude et d'action.

Nous avons indiqué plus haut que le tournant constructiviste qui a marqué plusieurs disciplines a favorisé la dénaturalisation de certaines approches des questions de spatialité, pour inscrire de plus en plus fermement les raisonnements dans le champ des sciences humaines et sociales. Si nous abordons à présent la question dans l'autre sens, nous sommes conduits à souligner le danger potentiel d'une telle approche sur le plan ontologique et par la suite sur les plans épistémologique et théorique, à savoir dissocier radicalement l'analyse de la dimension spatiale des rapports sociaux de toute réflexion sur l'articulation entre les différents niveaux de l'être et ne voir dans les agencements sociospatiaux qu'un pur et simple arbitraire culturel ou social. Cela reviendrait à perdre d'un côté ce que l'on a gagné de l'autre. Car si de nombreux objets d'étude relatifs à la dimension spatiale des rapports sociaux peuvent être traités en faisant abstraction de leurs soubassements physiques et biologiques, beaucoup d'autres ne le peuvent pas sans engager un point

de vue éminemment réducteur. Dès l'instant où l'on se rend sensible à cette question, on voit affleurer des enjeux d'articulation dialectique qui interdisent de confondre dénaturalisation et dissociation. Cela concerne bien sûr l'ensemble des objets d'étude ou des dimensions de l'analyse relatifs à ce que nous nommons « l'environnement », dans sa matérialité, ses caractéristiques physico-chimiques, sa morphologie, mais aussi tout ce qui implique de près ou de loin la dimension biologique de l'être humain (le rapport sensible au monde, la différenciation entre les sexes, le vieillissement et la mort, le corps comme support spatialisé de l'individuation, etc.).

Un deuxième enjeu transversal majeur concerne le positionnement des chercheurs à l'égard des dimensions normatives de leurs objets d'étude ou d'action. Cet enjeu n'est pas propre à la dimension spatiale des rapports sociaux, mais il a pu jouer historiquement un rôle important pour certaines disciplines pour lesquelles celle-ci est centrale. C'est le cas en particulier de la géographie sociale, qui s'est constituée non seulement sur la base d'une affiliation aux sciences humaines et sociales plutôt qu'aux sciences de la nature, mais aussi à partir d'une affirmation explicite d'engagement ou, à tout le moins, d'implication du chercheur. Dans le cadre de la table ronde relative à la géographie sociale qui compose cet ouvrage, les intervenants ne se contentent pas de rappeler cette origine, ils réaffirment pour la plupart d'entre eux le lien étroit qu'ils établissent entre leurs engagements comme citoyens et leurs contributions comme chercheurs dans le monde académique. Cette orientation épistémologique se retrouve dans de nombreux autres textes, sur un mode mineur ou majeur. Elle ouvre sur un questionnement plus général qui appelle ici aussi le dépassement de plusieurs dualismes devenus de plus en plus intenable, entre sciences et société ou entre théorie et pratique, conduisant à raisonner en termes de « sciences en société ». De nombreux textes de ce volume sont aussi à lire comme des contributions à ce débat, et cela d'autant plus que le syntagme « l'espace en partage » n'appelle pas seulement à examiner comment différents acteurs coexistent dans des espaces et des lieux donnés, mais aussi à s'interroger sur des manières de « faire partage » qui soient en phase avec des idéaux démocratiques et des valeurs de justice. Et cela vaut aussi pour les rapports entretenus au fil de ses recherches entre le « chercheur » et les « acteurs » qu'il étudie et sollicite.

PLAN DE L'OUVRAGE

Nous avons retenu seize textes pour cet ouvrage. Nous les avons regroupés dans quatre grandes parties. Chacune des parties fait l'objet d'une introduction spécifique. Nous présentons donc ici l'architecture d'ensemble de l'ouvrage.

Une première série de textes porte sur les voisinages, les cohabitations et les formes d'appropriation matérielle et symbolique de l'espace. En cela, cette première partie s'inscrit dans le prolongement des jalons théoriques et empiriques élaborés depuis plus d'une quinzaine d'années au sein du laboratoire ESO, d'abord sous la

forme d'un séminaire, puis de plusieurs colloques, tenus en 2004², 2007³ et 2008⁴, dont les analyses ont notamment conduit à des publications spécifiques sur ce thème (Ripoll, Veschambre, 2005). C'est avec un élargissement et une volonté interdisciplinaires que cette question est ici posée. L'approche interdisciplinaire de l'espace en partage dans le cadre des sciences humaines et sociales peut être qualifiée au sens large d'anthropologique, dans la mesure où elle vise à raisonner en termes de « mondes sociaux » et de « mondes humains », ce qui n'implique aucunement d'adopter une lecture irénique de ces mondes et inclut rapports de domination et inégalités, tensions et conflits. Si les espaces en partage peuvent générer des identités collectives et des solidarités, ce sont aussi fréquemment des espaces disputés, accaparés, marqués par de profondes inégalités : la notion de partage désigne donc ici avant tout l'idée de coexistence entre acteurs, groupes et collectivités dans des configurations sociospatiales spécifiques. Ceci doit conduire à élaborer des modes de description et des modèles explicatifs et interprétatifs naviguant de façon non réductrice entre singularité, particularité et généralité, appréhendant la pluralité et l'enchevêtrement des échelles, prenant en compte aussi bien la forme territoire que la forme réseau, aussi bien la coprésence que l'interdépendance et l'interaction à distance. Qu'en est-il du partage de l'espace en tant *qu'espace que l'on occupe, où l'on coexiste avec d'autres*, et en tant *qu'espace disputé sur le plan matériel et idéal*, dans le cadre de rapports fréquemment asymétriques, sur la base de représentations de soi, d'autrui et du monde et de définitions souvent divergentes des situations et des espaces et lieux ?

La deuxième partie porte sur des *espaces faisant l'objet de projets*, qu'il s'agisse de projets d'aménagement ou de projets de développement économique, qui inscrivent l'espace et les rapports sociaux dans un cadre spécifique et contraignant. Le partage renvoie d'abord ici à un héritage, il se décline sous la forme de partitions entre espaces, lieux et acteurs, de transactions entre attributions et affirmations identitaires, d'ancrages, de relations plus ou moins stabilisées. Le projet vient alors redéfinir les lignes, bousculer les définitions de soi, d'autrui et du monde, ou au contraire ouvrir de nouveaux horizons. Il peut susciter indifférence et désintérêt, mais génère la plupart du temps des mobilisations et des engagements marqués par des divergences d'orientation, des tensions, des conflits. L'objet de cette partie est d'examiner différentes dimensions des espaces en projet, qu'il s'agisse d'espaces-enjeux ou d'enjeux spatialisés. Entre rapports de domination, rapports conflictuels et visées d'intégration de l'ensemble des parties prenantes au projet, le partage de l'espace du projet prend des colorations extrêmement diverses.

-
2. Colloque international « Usages et appropriation de l'espace : entre pratiques et régulations », Annaba, avril 2004.
 3. Colloque international « Espaces hérités, espaces enjeux. Appropriations – (dé)valorisations – catégorisations », Caen, novembre 2007.
 4. Colloque international « Espaces de vie, espaces enjeux. Entre investissements ordinaires et mobilisations politiques », Rennes, novembre 2008.

Un troisième ensemble de textes aborde le partage de l'espace à travers *l'analyse critique de discours politiques, scientifiques ou médiatiques ou l'appropriation d'œuvres de philosophie politique* pour éclairer des agencements spatiaux et des dynamiques interactionnelles. Dans le premier cas, l'examen porte sur les représentations que les discours sociaux véhiculent des espaces, des relations entre les acteurs qui les occupent et des actions qui les prennent pour objet. Le discours philosophique, pour sa part, propose des catégories d'intelligibilité et des concepts que les auteurs mobilisent pour appréhender des objets d'étude empiriques, tels que des interactions urbaines ou des pratiques enseignantes. Ces deux perspectives conduisent à mettre en relief différentes philosophies sociales et politiques relatives à l'espace, qu'elles soient dégagées d'une analyse critique des paradigmes, des figures sémantiques et des connotations sous-jacents au corpus discursif examiné ou explicitées dans des œuvres significatives, en l'occurrence celles de Chantal Mouffe, de Jacques Rancière et d'Hannah Arendt. Mais à travers ces philosophies ce sont aussi différentes configurations et dynamiques spatiales contemporaines qui sont interrogées, qu'il s'agisse de la rénovation urbaine, des clivages socio-spatiaux, des interactions et de l'organisation de l'expérience sensible au sein des espaces urbains ou de l'aménagement des salles de classe et des pratiques pédagogiques des enseignants. C'est dans le va-et-vient entre ces deux niveaux d'analyse que les textes de cette troisième partie montrent leur fécondité.

La dernière partie du livre aborde la question du partage de l'espace sous l'angle des *rapports entre disciplines ou des recompositions intra-disciplinaires*. Les textes réunis dans cet ouvrage couvrent un large spectre disciplinaire : géographie, sociologie, philosophie, linguistique, économie politique, histoire, architecture, urbanisme. Pour autant, et de façon singulière, la question du rapport entre les disciplines, qui était centrale dans l'appel à communication du colloque *L'espace en partage*, est ici interrogée principalement par une discipline – la géographie – de la part soit d'auteurs se trouvant en situation minoritaire dans un établissement de recherche appliquée à vocation pluridisciplinaire très large, soit d'un panel de géographes s'interrogeant sur l'évolution d'un courant intra-disciplinaire – la géographie sociale – qui a gagné au fil du temps une large reconnaissance les conduisant à s'interroger aujourd'hui sur ses fondements épistémologiques et sur ses rapports avec les disciplines connexes, soit enfin de chercheurs s'interrogeant sur la mise à l'épreuve du rapport entre les disciplines que constitue la « scène » de l'évaluation éditoriale d'articles scientifiques en situation d'interdisciplinarité. Ces trois chapitres, originaux sur la forme (adaptation d'une « conversation théâtralisée » dans un cas et d'une table ronde dans l'autre) ou sur le fond (étude des « coulisses de la médiation scientifique » que constitue la chaîne d'évaluation éditoriale d'un article), se rejoignent dans une réflexion sur ce qui constitue les fondements et le topos d'une discipline relativement aux autres, sur la complexité des rapports que les disciplines établissent entre elles et sur la place inégale qui est accordée, d'une discipline à l'autre, à l'étude de la dimension spatiale des rapports sociaux.

BIBLIOGRAPHIE

RIPOLL F., VESCHAMBRE V., « L'appropriation de l'espace : sur la dimension spatiale des inégalités sociales et des rapports de pouvoir », *Norois*, n° 195, numéro thématique, 2005, 118 p.